

Erdogan a fait décapiter et brûler vifs 150 civils kurdes... L'Europe se tait

écrit par Christine Tasin | 29 mars 2016



C'est une enquête d'un journaliste de RT-France qui a mis le feu aux poudres.

La peur de voir la [Turquie](#) morcelée et les [Kurdes](#) à la tête d'un territoire qui leur appartienne en propre rend Erdogan complètement fou. Il n'a sans doute pas à se forcer beaucoup pour faire exterminer les Kurdes, mais cette fois il ne voit plus la peine de faire semblant. Chassez le naturel, il revient au galop.

Ajoutez à cela que les Américains ne verraient pas d'un mauvais oeil un Erdogan de plus en plus incontrôlable, trouble dans ses rapports avec l'EI et de moins en moins fréquentable démis de ses fonctions et remplacé par son principal opposant (tout aussi islamiste que lui, ne chantez pas victoire pour autant)... et qu'Erdogan le sent, le sait et paraît prêt à faire à peu près n'importe quoi en vertu de l'adage : « *perdu pour perdu* », essayons !

Par contre, silence radio à Bruxelles et dans les capitales européennes, où l'on allume fébrilement des bougies pour que

Erdogan, avec qui l'on a négocié la gestion d'un certain nombre de migrants en échange de 6 milliards d'euros et de visas pour tous les Turcs reste en place... Il est vrai que son successeur putatif pourrait conserver l'argent, le traité assurant la libre circulation des Turcs, les engagements pour l'entrée de la Turquie dans l'UE et se laver les mains du problème des migrants...

Je crains que tout cela ne finisse mal, tôt ou tard. Et plutôt tôt que tard.

RT a soumis des images tournées à Cizre à l'organisation HRW (Human Rights Watch), MSF International et MSF au Moyen-Orient (Médecins Sans Frontières), au CICR (Comité international de la Croix-Rouge), au HCDH (Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme), et à Amnesty International. La chaîne a demandé aux organisations en question si elles comptaient enquêter là-bas sur les atrocités commises par Ankara contre des civils.

Depuis le début de l'opération militaire contre la population kurde dans la zone de Cizre, des membres du parlement européen s'adressent au président turc Recep Tayyip Erdogan dans des lettres ouvertes et autres discours publics, l'appelant à mettre un terme à la violence dans les régions turques peuplées par les Kurdes.

Une campagne génocidaire d'Erdogan

«L'objectif du gouvernement d'Erdogan est de mener à terme une campagne génocidaire contre les Kurdes, puisque c'est ce qui se passe en vérité», a noté le journaliste Gregory Copley du journal *Defense and Foreign Affairs*.

«C'est dorénavant un génocide puisque le gouvernement turc a nié qu'une opération militaire d'ampleur est en cours là-bas», a-t-il noté. Les forces militaires turques ont clairement utilisé des «armements lourds» à Cizre voire même peut-être «des bombardements aériens».

«Erdogan pourrait se retrouver à la Haye pour le génocide des Kurdes»

En commentant les violences commises à Cizre, Kani Xulam, le directeur de American

Kurdish Information Network (AKIN), a accusé le gouvernement d'Erdogan de crimes de guerre.

«Ils ont attaqué des civils qui ne participaient pas au combat. Dans un pays qui aspire à rejoindre l'Union européenne et se veut membre de l'OTAN, vous ne prenez pas pour cible toute une ville», a-t-il indiqué à RT, soulignant que les «lois de la guerre» impliquent de faire la distinction entre les civils et les belligérants.

Selon les données fournies par la Fondation turque des droits de l'Homme, «178 civils ont été délibérément pris pour cible dans trois différents sous-sols. Le gouvernement les a non seulement ciblés et tués mais aussi brûlés. Certaines familles ont reçu des tas d'ossements de leurs proches», a indiqué Kani Xulam.

Pour lui, l'offensive contre les Kurdes découle du fait qu'Erdogan souhaite devenir un «leader suprême» incontesté, ou «sultan», de la Turquie, ce à quoi la population kurde et ses députés s'opposent. Le but consiste à faire accepter à la minorité ethnique kurde (15-30% selon différentes données) son statut «inférieur» et ainsi leur refuser leurs demandes en droits linguistiques et culturels, sans parler de leur velléité d'autonomie, a précisé l'interrogé.

L'opération de l'armée turque contre les militants du PKK dans le sud-est du pays a été lancée en juillet 2015, brisant l'accord de cessez-le-feu en vigueur depuis deux ans. Au moment du meurtre de masse présumé de Cizre, la télévision d'Etat turque a annoncé que 60 «terroristes» avaient été abattus dans le sous-sol d'un bâtiment. L'opération à Cizre, qui, selon le ministre de l'Intérieur turc Efkân Ala, «s'est terminée avec succès» et a officiellement pris fin au début du février.

Les atrocités présumées ont reçu peu d'écho de la part des gouvernements occidentaux car la Turquie fait partie de l'OTAN et est un pays essentiel à la résolution de la crise migratoire qui fait rage en Europe.

La plupart des critiques ont été émises par les groupes des droits de l'Homme. Amnesty International a annoncé en janvier qu'au moins 150 civils, dont des enfants, ont été tués dans ces opérations, alors que plus de 200 000 personnes vivant dans ces régions affectées par la déstabilisation sont en danger.

Les opérations de sécurité turques dans la région, principalement dans le sud-est du pays, ressemblent à une «punition collective», ont fait savoir les organisations internationales des droits de l'Homme en début d'année. Amnesty a condamné la communauté internationale qui préfère «fermer les yeux» sur ce qu'Ankara fait endurer aux Kurdes.

<https://francais.rt.com/international/17005-brules-vifs-decapites-kurdes-turquie>